

**Question écrite n°2017** - Sujet : Ratification du protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

**Auteur(s)** : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée; Madame Sylvie Andrich-Duval, Députée

**Destinataire(s)** : Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration

**Date limite de réponse à la question** : 28-11-2007

**Evènement(s) :**

Date	Description	Liens
28-09-2007	Dépôt de la question	Document écrit de la question
12-11-2007	Réponse écrite de Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice	Document écrit de la réponse



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

28 SEP. 2007

@ 2017

Monsieur Lucien WEILER  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 28 septembre 2007

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une série de questions à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration concernant la ratification du Protocole Facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants adoptée le 25 mai 2000 à New York.

Un nombre sans cesse croissant d'enfants est victime de sévices et d'exploitation sexuelle. On estime à quelques 30 millions rien que le nombre d'enfants actuellement entre les mains de trafiquants. Pour mettre fin aux mauvais traitements et à l'exploitation dont sont victimes les enfants, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 25 mai 2000 deux Protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant dont l'un porte sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants.

Ledit Protocole demande aux Etats parties de prendre des mesures juridiques et administratives pour prévenir la vente, le trafic et l'exploitation sexuelle des enfants et de rendre ces délits passibles de poursuites. Il préconise, en outre, une coopération internationale afin de lutter contre cette forme de criminalité sans frontière particulièrement abjecte.

Le Luxembourg a signé ledit Protocole le 20 septembre 2000, mais ne l'a toujours pas ratifié. Bien que le problème de l'exploitation sexuelle des enfants ne se pose pas forcément au Luxembourg de la même façon que dans certains autres pays et régions du monde et alors que nous disposons sans aucun doute d'un arsenal juridique adéquat pour combattre ce fléau, la ratification de ce Protocole aurait une valeur symbolique importante. A noter qu'au début du mois de juillet 2007, 121 Etats avaient signé le Protocole dont 115 l'avaient également ratifié.


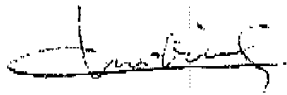
Dans ce contexte, nous aurions aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- Pourquoi le Luxembourg n'a toujours pas ratifié ledit Protocole ?
- Existe-il des raisons juridiques ou matérielles qui empêchent sa ratification ?
- Si rien n'empêche la ratification dudit Protocole, le Gouvernement entend-il le ratifier ?

- Dans l'affirmative, dans quels délais le Gouvernement pense-t-il pouvoir saisir la Chambre des députés d'un projet de loi ayant pour but la ratification du Protocole Facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant précité et concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.

Sylvie Andrich-Duval et Nancy Arendt  
Députées





LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Intérieur  
La Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 13 novembre 2007

Monsieur le Président  
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:  
Nicole Sontag-Hirsch  
☎ 2 47 - 82952

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:  
16 NOV. 2007

Réf.: 2006 - 2007 / 2017 - 04

**Objet:** Réponse commune à la question parlementaire n° 2017 du 28 septembre 2007  
de Madame la Députée Sylvie Andrich-Duval et de Madame la Députée  
Nancy Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse commune de Monsieur le Ministre de la Justice, de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Madame la Ministre de l'Egalité des Chances à la question parlementaire sous objet, concernant la ratification du protocole facultatif à la convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations  
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Justice

Le Ministre aux Relations avec le Parlement <b>SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION</b>	
Reg.:	SCL:
Entré le: 13 NOV. 2007	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Luxembourg, le 12 novembre 2007

**Madame Octavie MODERT**  
Secrétaire d'Etat aux Relations avec le  
Parlement  
Service Central de Législation  
43, bld Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

**Objet: Question parlementaire n° 2017 du 28 septembre 2007 de  
Madame la Députée Sylvie ANDRICH-DUVAL et de Madame la  
Députée Nancy ARENDT**

Madame la Secrétaire d'Etat,

Je vous prie de trouver en annexe la réponse à la question parlementaire sous  
rubrique.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de ma  
considération distinguée.

Luc FRIEDEN  
Ministre de la Justice

**Réponse de Monsieur le Ministre Luc FRIEDEN à la question parlementaire n° 2017 du 28 septembre 2007 de Madame la Députée Sylvie ANDRICH-DUVAL et de Madame la Députée Nancy ARENDT**

Le Gouvernement luxembourgeois envisage de procéder à la ratification du Protocole facultatif à la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ensemble avec la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, Convention qui a été ouverte à la signature les 25, 26 octobre 2007 à Lanzarote.

Le projet de loi en question est en cours d'élaboration et sera déposé à la Chambre des Députés au courant du 1<sup>er</sup> semestre 2008.

A noter qu'un volet des dispositions du Protocole, à savoir la question de la traite des enfants est également couvert par le projet de loi relatif à la traite des êtres humains

(1) portant approbation :

- (a) du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ouvert à la signature du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme, et
- (b) de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains, signée à Varsovie le 16 mai 2005 ;

(2) modifiant le Code pénal et

(3) modifiant le Code d'instruction criminelle

qui sera déposé dans les prochaines semaines à la Chambre des Députés.